

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LYONS ANDELLE**

Envoyé en préfecture le 23/12/2024	
Reçu en préfecture le 23/12/2024	
Publié le	
ID : 027-200070142-20241212-148_2024-DE	

L'an deux mille vingt-quatre, le douze décembre à 18h30 à Charleval, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Luc ROMET, en séance publique.

<p>Nombre de délégués</p> <p>En exercice : 48</p> <p>Présents : 42</p> <p>Votants : 48</p> <p>Date de convocation : Le : 6 décembre 2024</p> <p>Délibération affichée Le :</p>	<p><u>Etaient présents :</u></p> <p>Amfreville-les-Champs M. Cordier,</p> <p>Bacqueville M. Collette,</p> <p>Beauficel-en-Lyons Mme Doinel,</p> <p>Bosquentin Mme Fouquet,</p> <p>Bourg-Beaudouin M. Halot,</p> <p>Charleval Mme Héquet, MM. Emo, Calais,</p> <p>Douville-sur-Andelle M. Cramer,</p> <p>Fleury-la-Forêt M. Godebout,</p> <p>Fleury-sur-Andelle Mme Damois, MM. Gavelle, Vieillard.R,</p> <p>Flipou M. Miralles,</p> <p>Houville-en-Vexin M. Lebreton,</p> <p>Le Tronquay Mme Marteau,</p> <p>Les Hogues Mme Bachelet,</p> <p>Letteguives Mme Grégoire,</p> <p>Lilly Mme Lancien,</p> <p>Lisors M. Herbin,</p> <p>Lorleau Mme Grouchy,</p> <p>Lyons-la-Forêt M. Baldari,</p> <p>Ménesqueville M. Cahagne,</p> <p>Perriers-sur-Andelle Mme Dupart, MM. Duval, Defrance, Mutel,</p> <p>Perruel M. Quéné,</p> <p>Pont-Saint-Pierre Mme Lavigne,</p> <p>Radepont M. Minier,</p> <p>Renneville M. Vieillard G,</p> <p>Romilly-sur-Andelle Mme Simon, MM. Chivot, Romet, Dulondel, Vieux,</p> <p>Rosay-sur-Lieure M. Béharel,</p> <p>Touffreville Mme Malhaire,</p> <p>Val d'Orger M. Blavette,</p> <p>Vandrimare MM. Bézirard, Dechoz,</p> <p>Vascoeuil M. Moëns.</p>
--	---

Pouvoirs : Mme Dalissier à M. Calais, M. Zielinski à M. Gavelle, M. Hébert à Mme Lavigne, Mme Julien à M. Dulondel, Mme Le Tourneur à M. Romet, M. Bonneau à M. Blavette.

**Finances et affaires générales : Création de provisions pour créances douteuses concernant le budget annexe « Village d'artisans » : approbation**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R.2321-1 ;

Vu l'avis des membres de la commission finances et affaires générales en date du 28 novembre 2024 ;

La constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire et son champ d'application est précisé par l'article R 2321-1 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T).

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le C.G.C.T rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses.

Il est d'ailleurs précisé qu'une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante lorsque le montant des restes à recouvrer est compromis, malgré les diligences faites par le comptable public, et estimé à partir d'informations communiquées par le comptable.

Dès lors qu'il existe, pour certaines créances, des indices de difficulté de recouvrement (compte tenu notamment de la situation financière du débiteur ou d'une contestation sérieuse), la créance doit être considérée comme douteuse.

Il convient d'être prudent en constatant une provision, car la valeur des titres de recette pris en charge dans la comptabilité d'une collectivité peut s'avérer supérieure à celle effectivement recouvrée et générer une charge latente.

Le mécanisme comptable de provision permet d'appréhender cette incertitude, en fonction de la nature et de l'intensité du risque.

La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions / dépréciations des actifs circulants ».

La méthode proposée s'appuie sur l'ancienneté de la créance comme premier indice des difficultés pouvant affecter son recouvrement.

Des taux forfaitaires de dépréciation seront alors appliqués de la manière suivante :

Exercice de prise en charge de la créance	Taux de dépréciation
N-1	0%
N-2	5%
N-3	10%
Antérieur	15%

Concernant l'année 2024, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Créances restant à recouvrer		Application mode de calcul	
Exercice	Montant total	Taux dépréciation	Montant du stock de provisions à constituer
2022	0,00 €	0%	0,00 €
2021	0,00 €	5%	0,00 €
2020	0,00 €	10%	0,00 €
Antérieurs	5 334,11 €	15%	800,12 €
Provision à constituer			800,12 €
Provision déjà constituée			800,12 €
<b>Provision à ajuster sur 2024</b>			<b>0,00 €</b>

Il convient donc de constituer une provision à hauteur de 0,00 €.

#### Le conseil, après avoir entendu et délibéré à l'unanimité :

- retient pour le calcul aux dotations des provisions aux créances douteuses, la méthode prenant en compte l'ancienneté de la créance avec des taux forfaitaires de dépréciation tels que détaillés ci-dessus,
- constitue une provision de 800,12 €, dont les crédits sont déjà inscrits au chapitre 042 article 6817 « Dotation aux provisions / dépréciations des actifs circulants » du budget annexe « Village d'artisans »,
- inscrit une reprise de la provision pour 800,12 € au vu du montant des admissions en non-valeur constaté par la délibération,
- s'engage à actualiser annuellement le calcul et à inscrire au budget annexe « Village d'artisans » cette provision pour les prochains exercices.

Le registre dûment signé les jours, mois et an susdits.  
Pour copie conforme.

Le secrétaire de séance,

Le Président



Jean-Luc MOËNS



Jean-Luc ROMET

***Voies et délais de recours :** la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.*

*La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.*

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le



ID : 027-200070142-20241212-148\_2024-DE

